

**ARRETE PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION  
ET DU STATIONNEMENT RUE DU CHATEAU**

**Le Maire de la commune de Cambes en Plaine,**

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2213-1 et L 2213-2 ;

Vu le Code de la route et notamment son article R 411-8 ;

Vu le Code de la voirie routière ;

Considérant la demande de l'entreprise ADIAG GROUPE APAVE d'effectuer des travaux de repérage amiante sur les canalisations situées rue du Château à Cambes en Plaine ;

Considérant qu'il est nécessaire, pour des raisons de sécurité, de réglementer la circulation et le stationnement Rue du Château pendant la durée des travaux ;

**ARRETE**

**Article 1 :** A compter du 29 juin 2020 et jusqu'au 30 juin 2020 (2 jours) :

- la circulation des véhicules sera alternée manuellement rue du Château sur une largeur de chaussée réduite,
- le stationnement de tous les véhicules est interdit au droit des travaux.

**Article 2 :** L'entreprise ADIAG GROUPE APAVE est chargée de mettre en place la signalisation réglementaire conformément aux dispositions de l'Instruction ministérielle sur la signalisation routière et respectera les consignes de réalisation des travaux « Réfection de tranchées » annexées au présent arrêté.

**Article 3 :** Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur. Il pourra faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Caen.

**Article 4 :** Ampliation du présent arrêté sera adressé à M(me) le Directeur(rice) de la police urbaine et à M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique.

Fait à Cambes en Plaine, le 23 juin 2020.

Elisabeth HOLLER

Maire de Cambes en Plaine



L'Autorité Territoriale certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire du présent arrêté, informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Caen dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.